

dont le siège n'est pas implanté dans le bassin d'emploi affecté par l'accord portant rupture conventionnelle collective contribuent aux actions prévues.

## L. 1237-19-13

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 10 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les maisons de l'emploi peuvent participer, dans des conditions fixées par voie de convention avec les entreprises intéressées, à la mise en œuvre des mesures relatives à la revitalisation des bassins d'emploi.

## L. 1237-19-14

Ordonnance n° 2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une convention-cadre nationale de revitalisation est conclue entre le ministre chargé de l'emploi et l'entreprise lorsque les suppressions d'emplois concernent au moins trois départements.

Il est tenu compte, pour la détermination du montant de la contribution mentionnée à l'[article L. 1237-19-11](#), du nombre total des emplois supprimés.

La convention-cadre est signée dans un délai de six mois à compter de la décision de validation prévue à l'[article L. 1237-19-3](#).

Elle donne lieu, dans un délai de quatre mois à compter de sa signature, à une ou plusieurs conventions locales conclues entre le représentant de l'Etat et l'entreprise. Ces conventions se conforment au contenu de la convention-cadre nationale.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

&gt; Rupture conventionnelle : Rupture conventionnelle collective

&gt; Quelles sont les obligations d'affichage dans une entreprise ? : Rupture conventionnelle collective : communication aux salariés de la décision d'homologation

## Chapitre VIII : Dispositions pénales.

## L. 1238-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de porter ou de tenter de porter atteinte à l'exercice régulier des fonctions de conseiller du salarié, notamment par la méconnaissance des articles [L. 1232-8](#) à [L. 1232-12](#) et [L. 1232-14](#), est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 euros.

[service-public.fr](http://service-public.fr)